

La signification du « malaise » des enseignants du secondaire

Anne Van Haecht et Jocelyne Robert

Université libre de Bruxelles,
Département de sociologie de l'Éducation

1992

XIII- SIGNIFICATION DU « MALAISE » DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE

L'impression qui prévaut à la lecture des résultats de l'enquête menée auprès des professeurs du secondaire – dont l'échantillon est constitué en majorité de professeurs de cours généraux et de licenciés – est que le malaise dont il tellement question se cristallise sur quelques points majeurs : normes d'encadrement plus favorables, crédits de fonctionnement supplémentaires, personnel mieux rémunéré pour optimiser le fonctionnement de l'école. Lorsqu'on leur demande (question ouverte) de préciser ce qu'ils changeraient dans leurs conditions de travail s'ils en avaient la possibilité, on obtient en dominante comme réponses : plus de matériel et plus d'outils, meilleure rémunération, meilleure répartition du nombre d'élèves par classe et diminution du nombre d'élèves par classe, formation continue et recyclages gratuits.

Pour interpréter ces demandes, il est nécessaire de problématiser la question de l'identité professionnelle des personnes concernées. Sans négliger les caractéristiques particulières de l'échantillon, on peut faire l'hypothèse que de telles réponses doivent être rapportées à une problématisation de l'identité professionnelle.

Le malaise de ces enseignants s'ancre peut-être non seulement dans des difficultés relationnelles et matérielles⁶ qu'ils vivent au quotidien dans leur école particulière mais encore sinon surtout dans la représentation qu'ils se font de l'image (de la valeur) associée à leur activité professionnelle.⁷

⁶ Bien réelles au demeurant puisqu'ils sont une majorité à évoquer les parents comme indifférents à l'égard de l'école, plutôt ignorants à l'égard des initiatives extra-scolaires de l'école, passifs lorsque leur collaboration est demandée et, indifférents à l'égard du travail de l'enseignant. Puisqu'ils sont une majorité encore à souligner le manque de matériel et d'équipement.

⁷ On se réfère ici à VAN HAECHT, A., « Le statut social de l'enseignant », 16 pages, à paraître fin mars 1992 dans un ouvrage collectif édité par A. Phillipart.

Il importe en effet de ne pas se contenter d'interprétations en vase clos, en se confinant à l'intérieur du système scolaire, mais de réfléchir à la position sociale des enseignants et au statut qu'il leur est accordé dans la société actuelle, en raison de ses principes de hiérarchisation. L'extension du nombre des enseignants s'est accompagné, on le sait, d'une banalisation du métier. Cette banalisation n'est pas seulement à mettre en relation avec un effet de taille du corps enseignant, mais encore avec l'augmentation du nombre des emplois pour lesquels des diplômes d'enseignements supérieurs sont requis. Le paradoxe suivant a été souligné (HIRSCHHORN, 1989) avec pertinence : alors que la visibilité du métier s'est accrue – les avantages (durée du travail contraint, vacances scolaires, par exemple) et les inconvénients (difficultés du face à face avec la classe, attente longue pour la nomination à titre définitif, faiblesse relative du revenu, etc.) sont mieux connus –, les personnes qui l'exercent sont plus souvent qu'avant reléguées dans un relatif anonymat.

Bénéficiant de revenus jugés relativement faibles par rapport à la rentabilisation de niveaux d'études comparables dans le secteur privé, condamnés le plus souvent à une carrière plane, les enseignants du primaire et du secondaire ont exprimé, à travers leurs revendications récentes, une rupture symbolique importante par rapport au vieux modèle vocationnel associé à leur métier. Brisant avec cet ancien système de représentations, ils se seraient redéfinis comme des travailleurs pas différents des autres, en rivalité au demeurant avec les autres groupes professionnels des divers secteurs sociaux.

En posant que la relation pédagogique peut être traitée comme une relation de pouvoir tenant à la maîtrise d'une zone d'incertitude, Hirschhorn (*Ibid*) a mis en évidence combien l'évaluation actuelle de la condition enseignante passe par l'examen de la nature des biens auxquels elles donnent accès. Certes, les enseignants sont devenus des intermédiaires obligés pour l'obtention de diplômes devenus, dans certains lieux du système scolaire, des dispensateurs d'un bien dévalué. Beaucoup de parents et d'élèves entretiennent

avec eux une relation utilitariste caractérisant des « consommateurs » d'école (BAILLON, 1982). La considération reconnue aux prestataires de services scolaires s'évalue à la mesure de la qualité de ces services (valorisation possible du titre et utilité reconnue à la discipline pour l'obtention de la certification recherchée).

Par conséquent, dotés d'un statut social peu gratifiant, beaucoup d'enseignants éprouvent des difficultés à se construire une identité professionnelle claire. Entre le modèle du maître focalisé sur le savoir comme bien en soi, qui n'a plus d'actualité que dans certaines filières et établissements, celui du pédagogue focalisé sur l'enseigné mais handicapé par la bureaucratisation de l'institution, et celui de l'animateur focalisé sur l'établissement mais réduit au bénévolat, les choix existent-ils encore vraiment, et faut-il s'étonner, dit encore Hirschhorn, qu'il y ait de plus en plus de déçus qui deviennent formalistes ou utilitaristes à leur tour, et qui recherchent le mode de vie le moins insatisfaisant possible, notamment en scindant, contre le projet vocationnel, sphère privée et sphère professionnelle ?

Et pourtant, on l'a vu dans l'enquête présentée ici, une majorité des répondants s'est dite satisfaite du nombre d'élèves auxquels ils enseignent, de leur horaire et du nombre d'écoles où ils travaillent... En ce qui concerne les modalités de leur insertion dans la vie scolaire, le seul point vraiment négatif qui apparaît tient dans le stress lié à l'exercice de la profession : une majorité dit que l'activité d'enseignant les fatigue beaucoup et que les tensions causées par l'école ont des répercussions négatives sur leur vie privée.

Il n'est pas impossible peut-être de rester, dans sa classe, dans son école, un enseignant qui ne regrette pas d'avoir choisi ce métier, mais cela n'est pas incompatible avec des revendications assoiffées de revalorisation sociale. S'il semble impératif de prendre en compte cette demande si forte, les modalités de cette revalorisation ne sont pas évidentes.

D'aucuns ont déjà proposé que certaines rémunérations soit distribuées à la mesure de l'intéressé, mais comment pourrait être évalué ce mérite et à qui revendrait-il de s'en faire le juge ? Les indicateurs de la « productivité » de l'enseignant ne sont pas matériels, loin s'en faut. Il n'est pas surprenant dès lors que les seules mesures envisagées en ce sens estmées pertinentes, en France notamment, aient consisté en indemnités compensant les difficultés rencontrées dans des situations particulières (le travail en ZEP, par exemple), ou le poids de certaines responsabilités administratives.

Par ailleurs, on a pu constater dans l'enquête qui nous occupe le vide qui caractérise les possibilités de formation continue et surtout l'absence totale de gratifications qui paraît caractériser un investissement en ce domaine. Tant pour les enseignants du primaire que du secondaire, il serait urgent que s'amorce une réflexion en cette matière et qu'elle s'articule à un projet de plan de carrière possible pour les intéressés, leur permettant une progression.

Certains évoquent la professionnalisation – liée bien sûr à la formation – comme moyen de revalorisation de la fonction. À cet égard, deux précautions doivent être gardées en mémoire. La première consiste à ne pas s'illusionner sur l'efficacité radicale des « méthodes » et « techniques » pour résoudre toutes les situations problématiques rencontrées en terrain scolaire. La deuxième est de ne pas occulter les risques qu'il y aurait à limiter l'espoir d'une revalorisation professionnelle à une instrumentalisation de la formation préalable et, dès lors, de la tâche à accomplir. S'il est incontestable que la formation des enseignants doit être revue, cela ne peut se faire seulement à partir de la didactique et de la pédagogie, mais aussi à partir du questionnement philosophique et sociologique, d'une réflexion sur l'épistémologie des disciplines choisies, d'une culture historique critique, etc. Il n'est pas possible de rester indifférent à la mise en garde suggérée par les auteurs du *Barbare et l'Écolier* lorsqu'ils affirment : « La considération, la reconnaissance, le prestige reconquis passent par une meilleure formation, un salaire plus conséquent, des conditions de travail moins inconfortables. Mais

tout cela ne sauvera jamais ceux qui n'ont ni culture ni éthique. C'est pourquoi il faut se méfier d'un consensus général sur la formation où pourraient se reconnaître aussi bien ceux qui ne veulent pas entendre parler de pédagogie que ceux qui croient un peu stupidement qu'une "théorie", une "méthode", une "technique" peuvent dissiper la difficile incertitude du métier d'enseigner » (1990 : 203).

Les principaux choix faits par les répondants en ce qui concerne les missions et les priorités éducatives assignées à l'enseignement secondaire témoignent d'une sensibilité très vive à l'égard d'enjeux centrés sur le développement des qualités de la personne (esprit critique, autonomie, sens des responsabilités, etc.) et sur l'importance d'une formation de base à dispenser à tous. On voit mal de tels individus accepter de se transformer en purs techniciens servant des objectifs pragmatiquement définis en termes de résultats objectivement mesurables. Mais semblables résultats révèlent au moins partiellement l'origine des incompréhensions réciproques survenant entre des enseignants raisonnant avant tout à partir des valeurs de l'univers scolaire et des agents de la sphère économique parlant en termes d'efficacité du système éducatif.

BIBLIOGRAPHIE

BAILLON, R., *Les consommateurs d'écoles – Stratégies éducatives de familles*, Paris, Stock/Pernoud, 1982.

CORNU, L., POMPOUGNAC, J.-Cl., ROMAN, J., *Le barbare et l'Écolier*, Éd. Calmann-Lévy, Paris, 1990.

HIRSCHHORN, M., *Les enseignants de l'école pré-élémentaire à l'université : analyse sociologique de l'évolution d'une fonction*. Thèse pour le doctorat ès lettres et sciences humaines, Université de Paris Sorbonne, Pris IV, décembre 1989, 2 vol., 647 pages, à paraître aux PUF.